

# Brexit : Theresa May prise à son tour en étau

GRANDE-BRETAGNE La Première ministre n'a pas demandé de repousser la date du Brexit

► M<sup>me</sup> May pourrait offrir la possibilité aux députés d'opter pour un délai de deux mois supplémentaire afin d'éviter des démissions ministérielles.  
► La pression vient aussi du leader du Parti travailliste qui a effectué un pas significatif vers un second référendum.

LONDRES

DE NOTRE CORRESPONDANTE

Theresa May est « concentrée » sur la date du 29 mars. La Première ministre britannique ne veut pas retarder le Brexit. Lundi, à l'issue du sommet de Charm el-Cheikh, où la Première ministre s'est entretenue notamment avec le président du Conseil européen, Donald Tusk et le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, Mme May a balayé d'un revers de main la possibilité de remettre à plus tard le retrait du Royaume-Uni de l'UE car « cela retarderait simplement le moment auquel nous devons prendre une décision ».

L'« Evening Standard », affirme que M<sup>me</sup> May est sur le point de « plier face aux ministres rebelles »

Paradoxalement, à Westminster, la cheffe de l'exécutif britannique n'a aucun scrupule à repousser la date à laquelle les députés se prononceront, pour la seconde fois, sur l'accord de retrait du Royaume-Uni de l'UE. « *Running down the clock* », c'est-à-dire faire tourner la montre, est la stratégie que la leader du parti conservateur - parti désormais quasiment scindé en deux factions - poursuit depuis de très longs mois. C'est même la seule dont dispose Mme May à ce jour.

Dimanche, Downing street a en effet annoncé qu'il n'y aurait pas de vote sur le Brexit cette semaine. Le « vote significatif » de la Chambre des Communes sur l'accord de retrait de l'UE signé fin novembre avec les 27 États membres de l'UE est reporté « d'ici au 12 mars », soit 17 jours avant la sortie programmée du Royaume-Uni de l'UE.

Pour la deuxième fois, la Première ministre britannique reporte ainsi un vote des députés sur l'accord sur le Brexit, espérant acculer les élus de la

chambre basse du Parlement de Westminster à choisir entre une sortie ordonnée de l'UE - selon des termes qui ne les satisfaisaient pas du tout le 15 janvier dernier lors du premier vote dit « significatif » - et une rupture brutale avec le continent. Mais la stratégie de l'étau de la leader conservatrice - le fameux « *deal or no deal* » - présente des risques, en particulier celui de provoquer une démission de plusieurs de ses ministres.

Lundi matin, l'entourage de la Première ministre continuait d'insister sur le fait qu'un report du Brexit n'était pas « quelque chose que (Mme May) souhaitait faire ». Or, lundi soir, l'*Evening*

*Standard*, le journal londonien dirigé par l'ex-ministre des Finances de David Cameron George Osborne, affirmait que Mme May était sur le point de « plier face aux ministres rebelles en promettant un vote des Communes concernant un report du Brexit ».

La démission fracassante de trois députées conservatrices anti-Brexit mercredi dernier a ouvert une brèche dans laquelle pourraient s'engouffrer d'autres tories proeuropéens, à commencer par les ex-ministres Justine Greening et Dominic Grieve.

Même si les députés tentés par la dissidence restaient au sein du parti conservateur, ils pourraient imposer une nouvelle défaite humiliante à Theresa May mercredi en votant en faveur d'un amendement déposé par la travailliste Yvette Cooper qui vise à bloquer une sortie sans accord.

Trois ministres en particulier, à savoir la ministre du Travail et des Retraites, Amber Rudd, le ministre de la Justice, David Gauke, et le ministre du Commerce, Greg Clark, écouteront très attentivement la déclaration de Theresa May devant la Chambre des Communes. D'autant plus attentivement que le leader de l'opposition travailliste, Jeremy Corbyn, a effectué lundi soir un pas significatif vers un second référendum sur le Brexit.

Lui-même sous la pression du départ de 10 de ses députés et la colère grandissante de ses critiques au sein du parti, le numéro 1 du labour, Jeremy Corbyn, a annoncé lundi soir à ses troupes que, si son alternative au Brexit de Theresa May ne recueillait pas le soutien des députés, le parti « tiendrait la promesse faite lors du dernier congrès travailliste de soutenir un vote populaire ». ■

AMANDINE ALEXANDRE

## timing Le report au-delà du 29 mars se précise

CHARM EL-CHEIKH (EGYPTE)

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Il était dit, vendredi dernier de source européenne, qu'il n'y aurait « pas de deal dans le désert », et il n'y en a pas eu. Pour autant, l'imbroglio de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne paraît avoir avancé d'une case, au... dessert. Le report du Brexit, pour éviter une sortie sans accord à la date fatidique du 29 mars, est désormais l'option la plus « rationnelle », a indiqué lundi le président du Conseil européen Donald Tusk, en clôture du premier sommet UE-Ligue arabe, à Charm el-Cheikh.

Et puisque les Européens (les Vingt-Sept...) ont toujours clamé

que cette extension ne pouvait être demandée, et accordée, que si un arrangement était en vue afin que la Première ministre britannique fasse enfin avaliser par son Parlement l'accord de retrait noué le 25 novembre dernier avec l'UE, c'est - peut-être - qu'il y a du dénouement dans l'air.

Tusk, apprend cependant *Le Soir* de source bien informée, a refusé de céder à la demande exprimée par Theresa May de convoquer un sommet européen extraordinaire en mars. « *A raison* », reprend notre source : c'est aux Britanniques de venir « d'abord » avec une proposition, plutôt que de « tenter de mettre la pression sur les 27 pour essayer

d'arracher quelque chose lors d'un sommet ». Une source de l'UE confirme : « Tusk a rappelé à May le besoin pour les 27 d'avoir l'assurance qu'une proposition peut bénéficier d'une majorité au Royaume-Uni, avant que la question soit prise en considération par le Conseil européen ».

**Des discussions informelles**

Dans l'avion qui l'emmenait dimanche vers l'improbable cité balnéaire plantée au milieu du désert, Charles Michel n'en faisait pas mystère : « Dans les couloirs, en marge du sommet (et notamment du dîner de travail, expédié en 40 minutes !, NDLR), il y aura des discussions très infor-

melles » entre Européens sur le Brexit. Theresa May, de son côté, n'a pas ménagé son « show » pour afficher à domicile qu'elle « se bat », jusque dans le désert égyptien, multipliant les entretiens, avec Tusk, Juncker, Merkel, etc.

L'option d'une extension du délai pour régler la sortie de Londres a donc repris consistance, après que le « no deal » était devenu l'hypothèse la plus probable, notamment aux yeux de Charles Michel (*Le Soir* du 13 février). Qu'elle soit demandée par les Britanniques ou qu'elle s'impose, via « une astuce », dit notre source. Ce serait pour une plus courte période que les 21 mois évoqués par le *Guardian* di-

manche : cette piste aurait été soufflée par le camp May et est analysée par plusieurs interlocuteurs à Charm el-Cheikh comme une manœuvre pour faire pression les Brexiteurs les plus achar-

nés, qui pourraient préférer un deal rapide à la perspective d'un interminable processus susceptible même de finir en... abandon du Brexit, de guerre lasse.

L'extension courte permettrait de se mettre d'accord sur une dé-

claration interprétative et de préciser la déclaration politique, qui esquisse la relation future entre l'UE et Londres. Le travail, à cet égard, se poursuit ce mardi, dit-on du côté de la Commission.

Mais, prudence ! D'ailleurs,

« *la Belgique continue à se préparer à un Brexit dur, qui n'est pas notre souhait* », indique le Premier ministre belge. « *On se prépare, mais il y aura des couacs* », prévient Charles Michel. ■

PHILIPPE REGNIER

## SOMMET UE-LIGUE ARABE

### « Guerre froide »

C'est en soi un petit succès. Un nouveau rendez-vous est fixé, sans précipitation : un deuxième sommet entre l'UE et 21 pays de la Ligue arabe, qui s'étend du Maroc à Oman, est prévu en 2022, à Bruxelles. C'est ce qu'ont décidé lundi les leaders de l'UE et de la Ligue, réunis pour la première fois à ce niveau des chefs d'Etat, à Charm el-Cheikh.

On verra alors ce qu'il sera advenu de la réintégration de la Syrie, suspendue depuis 2011 et les massacres ordonnés contre la population par le maître de Damas. Car le président el-Assad, toujours en place, a repris la maîtrise du territoire, grâce à l'appui décisif de l'Iran et de la Russie. Sera-t-il à Bruxelles ?

La question de la normalisation avec la Syrie divise profondément la région, en proie à une « *une sorte de guerre froide* » entre Arabie saoudite et Iran, observe le

Premier ministre belge. Une confrontation qui sévit aussi au Yémen. La haine est féroce. Européens et Arabes plaident pour une « *vraie transition politique* » à Damas. Mais plusieurs pays de la Ligue ont déjà renoué des relations avec le régime. Entre-temps, Européens et Arabes ont brisé la glace, même si aucun des conflits qui ravagent la région ne reculera par la grâce du sommet. Lequel aura été une belle opération de « *promo* » pour l'hôte, le dictateur égyptien al-Sissi. Juncker reconnaît le malaise de devoir discuter avec des autocrates. Mais il ajoute que, s'il devait rencontrer uniquement « *des démocrates sans faille* », sa semaine « *serait terminée dès le mardi* ». Quant au trublion hongrois Orban, il a entamé son discours en assurant qu'« *une politique étrangère fondée sur la démocratie, ça ne marche pas* ». Tout un programme.

PH.R.